



INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE – FICHE N°7

LE CONSEIL EUROPÉEN

Le Conseil européen est une institution de l'Union européenne mais il ne s'agit pas d'une administration permanente : c'est le sommet des chefs d'État et de gouvernement des vingt-huit États membres, qui se réunit au moins deux par an (juillet et décembre) sous la tutelle d'un président dont le rôle est de faciliter l'apparition d'un compromis (mais des réunions exceptionnelles peuvent être organisées).

Ces sommets ont pour but de définir les grands axes de la politique de l'UE, notamment en matière de politique étrangère, et ils servent également à procéder à la nomination du président de la Commission européenne... tous les cinq ans.

Gare aux erreurs sémantiques !

Il faut distinguer très clairement trois institutions dont le nom est très proche :

- Le Conseil européen, qui rassemble les chefs d'État et de gouvernement
- Le Conseil de l'Union européenne, qui rassemble les ministres
- Le Conseil de l'Europe, qui n'a pas de lien institutionnel avec l'UE

Le fonctionnement du Conseil européen

Le Conseil européen est l'organe de délibération des chefs d'État ou de gouvernement des États membres, mais il rassemble également le président du Conseil européen (voir fiche suivante), le président de la Commission européenne et le Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères. Si besoin (en raison d'un point particulier de l'ordre du jour), d'autres personnalités peuvent être invités à assister à la réunion du Conseil européen, généralement des ministres ou des membres de la Commission européenne.

Le principe de fonctionnement est le consensus, mais dans certains cas, les décisions sont adoptées par un vote à l'unanimité ou à la majorité qualifiée. La présence de tous les chefs d'État et de gouvernement aux réunions est donc très importante pour faire entendre la voix de chaque Etat membre et participer au consensus. On cite souvent l'exemple de l'absence du Premier ministre irlandais (ou « *Taoiseach* ») Charles Haughey lors du Conseil européen de Luxembourg en juin 1981, qui fut vivement critiquée par ses concitoyens en excluant ainsi de fait l'Irlande des négociations.

Néanmoins, l'article 235 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) prévoit désormais un système de procuration entre les membres du Conseil : « en cas de vote, chaque membre du Conseil européen peut recevoir délégation d'un seul des autres membres ».

Un rôle renforcé au fil des années

Le Conseil européen a été créé en 1974 avec l'intention d'établir une enceinte informelle de discussion (les sommets) entre chefs d'État ou de gouvernement. Il s'est rapidement mué en un organe fixant les objectifs de l'Union et traçant la voie pour les réaliser, dans tous les domaines d'action de l'UE.

Il a acquis un statut officiel avec le traité de Maastricht de 1992 qui lui attribuait pour fonction de donner les impulsions et de définir les orientations politiques générales nécessaires au développement de l'Union. Depuis le 1er décembre 2009, avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, il est devenu une des sept institutions de l'Union.